



INSTITUT POUR LA RECHERCHE DE LA
CAISSE DES DÉPÔTS - LE RAMEAU

LE BULLETIN DU SÉMINAIRE

CRÉER DE LA VALEUR EN « COMMUN(S) »
QUELLES PRATIQUES DES ACTEURS ACADÉMIQUES ?

RETOUR SUR LE SÉMINAIRE
DU 25 SEPTEMBRE 2025



Institut pour
la recherche



Le RAMEAU
Co-construisons demain



CONTEXTE

CRÉER DE LA VALEUR EN « COMMUN(S) » QUELLES PRATIQUES DES ACTEURS ACADÉMIQUES ?

Depuis plusieurs années, l'Institut pour la Recherche de la Caisse des Dépôts et Le RAMEAU ont engagé un dialogue approfondi avec le monde académique pour mieux comprendre comment les alliances entre acteurs peuvent répondre aux défis majeurs de nos territoires. Lancé en 2017, ce cycle d'échanges a progressivement donné naissance à une série de séminaires dédiés à la co-construction du bien commun, nourris par les données et analyses de l'Observatoire des partenariats. Ces rencontres ont permis d'explorer des pratiques émergentes, de confronter des regards d'experts et de valoriser des témoignages inspirants, donnant lieu à la publication de quatre cahiers de recherche qui retracent ce cheminement collectif.

Dans la continuité du cahier « ODD 17 : quelles trajectoires territoriales ? », le cinquième séminaire s'est intéressé à une question centrale : comment créer de la valeur en « Commun(s) », et quelles en sont les pratiques du côté des acteurs académiques ? À travers des retours d'expérience issus de la recherche, de l'enseignement et de la Responsabilité Sociétale d'Établissement (RSE des Grandes Écoles et Universités), cette session a permis de croiser les perspectives d'étudiants, de collectivités territoriales, d'entreprises et d'associations. Ensemble, ils donnent vie à l'esprit du 17^e Objectif de Développement Durable : faire ensemble ce qu'il est impossible de faire seul.

C'est cette matière riche, dense et vivante que nous avons choisi de synthétiser et de mettre en récit dans les pages qui suivent.



SOMMAIRE

01

ENSEIGNEMENTS

02

RETROSPECTIVE

03

RECHERCHE

04

RESPONSABILITÉ
SOCIÉTALE DES
ÉTABLISSEMENTS
SUPÉRIEURS DE LA
RECHERCHE

05

RÉFÉRENTIEL :
CRÉER DE LA
VALEUR EN
COMMUN

06

MISE EN DÉBAT

07

CONCLUSION DU
PRÉSIDENT DE
L'ADEME

1

ENSEIGNEMENTS

Cette première partie présente comment l'enseignement supérieur contribue à la transformation des territoires en formant des étudiants capables d'agir dans des écosystèmes complexes. À travers l'exemple des étudiants de l'ESTHUA et leurs projets collaboratifs, on découvre comment les formations s'appuient sur le terrain pour développer des compétences de coopération, d'analyse et d'innovation. Les intervenants montrent enfin que l'éducation devient un levier majeur pour renouveler les pratiques, encourager la participation et préparer les futurs professionnels à créer de la valeur en commun.



“Comment apprendre à piloter la complexité ?”

Charles-Benoît Heidsieck, Président-Fondateur du RAMEAU



1 ENSEIGNEMENTS

L'enseignement apparaît comme une dimension centrale dans le rapport entre acteurs académiques et territoires. Les étudiants de l'ESTHUA, illustrent comment les jeunes générations sont intégrées dans les dynamiques territoriales par l'expérience de projets collaboratifs. Ils expliquent ainsi qu'ils ont été sollicités par la Cosmetic Valley pour travailler sur « un projet d'envergure qui verra le jour en 2028 » : la Maison de la Cosmétique, un exemple fort de coopération territoriale et professionnelle. Leur participation souligne l'importance de l'apprentissage par l'action et du rôle des formations à l'interface entre culture, attractivité et développement territorial.

L'enseignement supérieur est également présenté comme un lieu qui doit apprendre à naviguer dans la complexité. Charles-Benoît Heidsieck insiste sur la nécessité de former les étudiants à « apprendre à piloter la complexité », une compétence devenue essentielle pour comprendre les interactions entre collectivités, entreprises, associations et citoyens. Les formations intégrant des approches interdisciplinaires permettent aux futurs professionnels de maîtriser les enjeux théoriques tout en comprenant le fonctionnement d'écosystèmes réels.



Enfin, le séminaire met en lumière la montée en puissance du rôle éducatif dans les transitions territoriales. Isabelle Laudier souligne que ces programmes de recherche et d'enseignement contribuent à « faire évoluer les pratiques » et à « faire émerger de nouveaux modèles économiques innovants ». L'enseignement devient ainsi un outil de transformation sociale, où les établissements jouent un rôle actif dans la structuration de nouveaux modes d'action et dans la diffusion d'une culture de coopération.

DES ÉTUDIANTS EN POSTURE D'ACTEURS

2

RETROSPECTIVE

Huit années d'expérimentations, de dialogues et d'analyses ont progressivement façonné une véritable culture de la coopération territoriale. Un an après la publication du cahier de recherche « ODD 17 : quelles trajectoires territoriales ? », cette nouvelle séquence offre un éclairage rapide sur les pratiques inspirantes des acteurs académiques, sur le cheminement d'écoute mené auprès des démarches scientifiques, ainsi que sur les premiers enseignements de l'étude « Tendances & fragilités économiques » de l'Observatoire des partenariats.

Portée par deux voix engagées, Diane de Maréschal, responsable des enjeux territoriaux à l'Institut pour la Recherche de la Caisse des Dépôts, et Charles-Benoît Heidsieck, président-fondateur du Rameau, cette rétrospective revient sur les étapes clés d'un long travail collectif. Elle montre comment, au fil des années, chercheurs, praticiens et institutions ont affiné leurs rôles et articulé prospective, recherche académique, expérimentations et capitalisation. Un cheminement patient qui a permis de bâtir un socle méthodologique solide pour comprendre, documenter et valoriser la coopération territoriale.



« Le programme s'inscrit dans 8 ans de réflexion et de qualification de coopérations sur le territoire »

Diane de Maréschal, Responsable enjeux territoriaux de l'Institut pour la Recherche de la Caisse des Dépôts



2 RETROSPECTIVE

ANNÉES-CLÉS

La rétrospective du séminaire retrace huit années de travaux, de recherches et de maturation des pratiques partenariales. Diane de Maréchal rappelle que le programme s'inscrit dans « 8 ans de réflexion et de qualification de coopérations sur le territoire », menées simultanément par l'Observatoire des partenariats et par les équipes de recherche engagées dans l'étude des dynamiques territoriales. Ce travail structure la compréhension des dix profils d'acteurs territoriaux et des fragilités associées.

Au fil des années, plusieurs séminaires ont permis de préciser la place des acteurs académiques : un premier dédié à la co-construction du bien commun, un second sur leur rôle dans les territoires, un troisième sur les projets territoriaux et un quatrième sur la territorialisation des transitions. Cette chronologie permet d'établir une vision commune de la coopération inter-acteurs, tout en mettant en valeur la progression d'une culture partagée. Diane de Maréchal note ainsi qu'en 2021, « on a organisé plusieurs ateliers entre praticiens et chercheurs pour identifier le rôle et les types de contributions de la recherche ».



Cette rétrospective montre également la place essentielle de la Caisse des Dépôts et de son Institut pour la recherche. Isabelle Laudier rappelle que depuis 2017, son institution soutient « les recherches qui ont déjà fait l'objet de multiples valorisations ». Le partenariat avec Le Rameau a permis d'articuler prospective, recherche académique, expérimentations et capitalisation. Ce long cheminement a construit un socle méthodologique solide pour comprendre, documenter et valoriser la coopération territoriale.

3

RECHERCHE

Depuis 2017, un cheminement structuré a été entrepris pour analyser le rôle des acteurs académiques dans les transitions territoriales.

La recherche est présentée comme un moteur essentiel de transformation sociale et territoriale. Charles-Benoît Heidsieck rappelle que son rôle premier est de « passer de la connaissance empirique au savoir transmissible ». Les nombreuses initiatives locales, citoyennes et institutionnelles ne prennent sens que lorsqu'elles sont documentées, analysées et rendues intelligibles grâce à des cadres méthodologiques robustes. La recherche devient ainsi un outil de reconnaissance, permettant de valoriser les pratiques émergentes et de les intégrer à une vision collective.



“Mon rôle premier est de passer de la connaissance empirique au savoir transmissible.”

Charles-Benoît Heidsieck, Président-Fondateur du RAMEAU



3 RECHERCHE

A. Collectivités territoriales

La recherche pour comprendre les dynamiques territoriales

La recherche joue un rôle clé pour analyser les processus de coopération au sein des collectivités territoriales. Comme l'explique Laurent Lelli, l'objectif est d'« appréhender des processus de coopération inter-acteurs dans des politiques publiques ». Les travaux menés dans ce cadre permettent de mieux comprendre comment les collectivités organisent des projets de transition, mobilisent leurs partenaires et construisent une vision commune avec les acteurs locaux. La recherche apporte une lecture structurée de situations souvent complexes.



Les postures des acteurs publics dans la collaboration

Les analyses montrent que les collectivités adoptent différentes postures, allant d'une implication forte à un rôle plus indirect. Dans les travaux conduits avec AgroParisTech, trois modalités de collaboration sont ainsi identifiées : des acteurs impliqués, embarqués ou passerelles. Cette typologie est importante pour comprendre les conditions de réussite des projets, car elle permet d'adapter les outils de recherche et d'accompagnement selon le degré d'engagement des collectivités.



La recherche comme outil d'aide à la décision publique

Les résultats produits par la recherche offrent aux collectivités territoriales des ressources stratégiques précieuses. En documentant les pratiques existantes, elle contribue à « forger un langage commun » (Florian Covelli) facilitant la coopération entre élus, agents publics et partenaires privés ou associatifs. La recherche joue ainsi un rôle d'intermédiation et d'aide à la décision, permettant aux territoires de mieux structurer leurs démarches de transition et de renforcer leur capacité d'action collective.

B. Action citoyenne



Les initiatives citoyennes comme objets de recherche

La recherche met en lumière la richesse et la diversité des initiatives citoyennes, qui constituent des laboratoires vivants pour observer les transformations sociales. Plusieurs intervenants soulignent que les démarches citoyennes apportent des signaux faibles essentiels à la compréhension des transitions. C'est pourquoi la recherche doit permettre de « passer de la connaissance empirique au savoir transmissible ». Les actions citoyennes deviennent ainsi des ressources cognitives majeures pour analyser les dynamiques du changement.

La place des habitants dans les coopérations territoriales

Les habitants jouent un rôle croissant dans les projets locaux, ce qui modifie profondément les modes d'action des acteurs publics comme des organisations. L'ouverture à la « recherche participative » permet d'intégrer les citoyens dans la production même des connaissances. Ces démarches rendent la recherche plus sensible aux réalités du terrain et plus pertinente pour accompagner les territoires dans la prise en compte de leurs enjeux sociaux et environnementaux.



Une recherche qui transforme aussi les acteurs citoyens

La recherche ne se contente pas d'observer les dynamiques citoyennes : elle contribue aussi à leur structuration. Selon Florian Covelli, la participation à une recherche coproduite « crée de la valeur en commun par la montée en compétences ». Les citoyens impliqués dans ces dispositifs acquièrent une meilleure compréhension des enjeux, développent des capacités d'action et renforcent leur pouvoir d'agir. La recherche devient donc un levier de cohésion sociale et de transformation collective.

C. Action des acteurs économiques

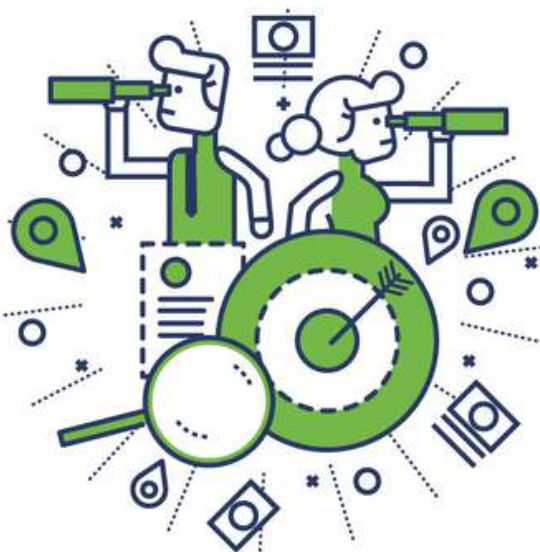
Les entreprises comme partenaires de recherche

Les acteurs économiques jouent un rôle déterminant dans les projets étudiés par les chercheurs. Les travaux présentés montrent que les entreprises participent de plus en plus à des démarches territoriales d'intérêt général, ce qui nécessite une analyse fine des motivations, des postures et des modes d'engagement. Les projets étudiés révèlent souvent un passage d'actions ponctuelles à des engagements structurants au sein des écosystèmes locaux.



Les pratiques économiques face aux transitions

Les chercheurs observent que les acteurs économiques sont eux aussi confrontés à la nécessité de coopérer. Dans l'analyse globale proposée, les transitions actuelles bousculent la manière dont les organisations produisent, innovent et interagissent avec les autres parties prenantes. Comme le souligne un chercheur : la discipline est percutée en positif par des formes de recherche participatives, ce qui pousse entreprises et chercheurs à renouveler les cadres d'analyse et les pratiques professionnelles.



La recherche pour structurer une nouvelle économie de la coopération

La recherche apporte également des outils aux acteurs économiques pour comprendre la valeur produite par les coopérations territoriales. Les travaux menés, notamment dans le cadre du Référentiel "Impacts et trajectoires en commun", montrent que ces coopérations permettent de créer « une logique de valeur en commun » (Charles-Benoît Heidsieck). Cette idée ouvre de nouvelles perspectives pour les entreprises cherchant à s'inscrire dans les transitions écologiques et sociales, en adoptant des modèles économiques plus coopératifs et territorialisés.



4

RESPONSABILITÉ SOCIÉTALE DES ÉTABLISSEMENTS SUPÉRIEURS DE LA RECHERCHE

La responsabilité sociale des établissements (RSE/RSU) s'est construite sur plus de vingt ans d'évolution législative, politique et institutionnelle.

La responsabilité sociale des établissements d'enseignement supérieur constitue une thématique émergente mais centrale. Joël Guervenou décrit en détail l'évolution législative qui a conduit à l'intégration de la RSE dans les missions universitaires, depuis la loi Liberté et Responsabilités des Universités de 2007, jusqu'à la loi Fioraso de 2013. Cette dernière introduit explicitement que le service public de l'enseignement supérieur promeut des valeurs d'éthique, de responsabilité et d'exemplarité. Cette inscription légale ouvre la voie à la création de services dédiés à la RSE dans les universités.



“Nous allons pas parler de bien commun, mais de mieux commun”

Joël Guervenou, président de la Fédération Nationale de Conseil en Action Sociale et Sociétale pour l'enseignement supérieur et la recherche



4 Responsabilité sociale des établissements supérieurs de la recherche

Les propositions portées par la FNCAS dans les années 2010 sont particulièrement structurantes. L'une d'elles vise à obliger tous les établissements d'enseignement supérieur à organiser un environnement social au travail. Une autre insiste sur la mutualisation de politiques dédiées à un environnement social équitable au niveau des territoires. Il est également proposé une redéfinition des missions des établissements, en y intégrant des transversalités autour du développement durable, de la culture, du sport. Ces recommandations anticipent les attentes plus récentes du ministère, notamment la demande de produire un schéma directeur de développement durable pour chaque établissement d'ici 2024.

Les établissements doivent assumer cette position, car les acteurs académiques ont un rôle extrêmement structurant dans les transitions.



Leur responsabilité sociale englobe donc à la fois leur fonctionnement interne et leur engagement dans les dynamiques territoriales.

En 2024, sous la ministre Retailleau apparaissent des missions pour les établissements d'ESR, comme réaliser un schéma directeur de développement durable, et de proposer une formation aux enjeux de transition aux étudiants.

Aujourd'hui, les universités sont reconnues comme des acteurs territoriaux essentiels.

Elles co-construisent les stratégies locales, collaborent avec les collectivités, accompagnent la transition écologique et participent à la gouvernance territoriale.

Le modèle est passé d'une logique « le territoire accueille l'université » à « territoire et université se développent ensemble ».

5

RÉFÉRIENTIEL

Créer de la valeur en commun

Le référentiel "impact et trajectoires en commun" propose une méthode de modélisation de la valeur territoriale produite par les coopérations. Il repose sur trois échelles temporelles observées dans les alliances :

- 18 MOIS : performance visible à court terme
- 7 ANS : innovation et changement organisationnel
- 28 ANS : confiance durable et transformation culturelle

Cette présentation d'un référentiel va permettre plusieurs choses. Tout d'abord, d'analyser la maturité coopérative des acteurs mais aussi d'identifier les leviers de vision, d'action et de gestion. Elle permet aussi d'articuler la stratégie individuelle avec la dynamique de territoire et de valoriser les impacts écosystémiques plutôt que strictement organisationnels. Cette intervention constitue aujourd'hui une base commune pour accompagner la territorialisation des transitions et structurer les actions collectives.



"Il ne faut pas tirer sur une plante pour qu'elle pousse plus vite"

Le RAMEAU



5 RÉFÉRENTIEL

Créer de la valeur en commun

Le référentiel **Impacts et trajectoires en commun** représente l'aboutissement de vingt ans de travaux empiriques menés par Le Rameau. Charles-Benoît Heidsieck rappelle que sa méthode repose sur un cycle de recherche décennal structuré autour du « triple R : Relire le cheminement collectif, Relier aux enjeux actuels, Réinventer les modèles de demain » Cette démarche permet de capitaliser les signaux faibles, de consolider une vision systémique et de définir des modèles reconnus par les acteurs.

Ce référentiel s'appuie sur quatre axes clés :

1. capitalisation
2. évaluation systémique
3. modélisation économique
4. liberté d'apprentissage

Charles Benoît Heidsieck insiste particulièrement sur l'importance d'une « évaluation plurielle » : performance, pertinence, impact et efficacité.

Il critique les évaluations d'impact simplistes, affirmant que « **les évaluations d'impact... ne font que s'auto-glorifier... et passent à côté de la valeur réelle** ». Le référentiel propose au contraire une approche globale permettant de mesurer les effets indirects et systémiques.



	PERFORMANCE	INNOVATION	CONFIANCE
	Tactique (18 mois)	Stratégique (7 ans - 2020)	Prospective (28 ans - 2050)
Gestion régulatrice <small>(actions publiques)</small>	AU CŒUR (60%)	EN AVAL (25%)	EN AMONT (15%)
Action collective transformatrice <small>(opérations privées et publiques)</small>	EN AMONT (15%)	AU CŒUR (60%)	EN AVAL (25%)
Vision partagée <small>(gouvernement)</small>	EN AVAL (25%)	EN AMONT (15%)	AU CŒUR (60%)
Temporalités	18 mois	7 ans	28 ans

Ce cadre méthodologique est également ancré dans une logique de temporalité. Le Rameau rappelle qu'« **il ne faut pas tirer sur une plante pour qu'elle pousse plus vite** », soulignant que les transformations territoriales nécessitent des maturités variées et des rythmes adaptés. Le référentiel vise ainsi à accompagner les acteurs dans leur propre dynamique d'apprentissage, en leur permettant de choisir les outils adéquats au moment opportun. Il devient un catalyseur pour structurer des trajectoires d'impact partagées.

UNE APPROCHE SYSTÉMIQUE ET APPRENANTE DE L'IMPACT

6

MISE EN DÉBAT

Dans un paysage où l'urgence sociale rencontre les impératifs économiques, une question s'impose : comment faire travailler ensemble des acteurs qui n'ont ni les mêmes missions, ni les mêmes cultures, ni les mêmes rythmes ? À l'heure où les transitions s'accélèrent, la coopération n'est plus un luxe mais une condition de survie collective. Autour de la table, quatre voix éclairent ce défi avec une rare lucidité. Vision stratégique, rôle des entreprises, confiance à construire, utilité sociale à réaffirmer : chacun trace une pièce du puzzle. Ensemble, ils esquissent un constat clair : créer de la valeur en commun n'est pas qu'une affaire de dispositifs ou de gouvernance, c'est une transformation profonde des manières de penser, d'agir et de s'allier. Voici les clés de cette conversation où l'impact ne se décrète pas : il se fabrique, patiemment, entre institutions publiques, acteurs économiques et organisations sociales.



“La confiance est la première condition pour créer de la valeur en commun”

Brigitte PISA, Présidente d'AGIRC-ARRCO et du Conseil scientifique de la Fondation pour la Co-construction du bien commun



6 MISE EN DÉBAT

La mise en perspective introduite par Charles-Benoît Heidsieck ouvre le débat en rappelant la nécessité d'une vision unifiée des coopérations : « Il faut converger et parler avec un seul langage ». Il souligne que l'enjeu principal consiste à articuler les rôles des institutions publiques, des acteurs économiques et des organisations à impact social pour créer une valeur réellement partagée. Cette introduction pose les bases d'un échange où la question n'est pas simplement de faire coopérer les acteurs, mais d'apprendre à reconnaître et à articuler efficacement leurs contributions.

LA PLACE DES ENTREPRISES

Philippe Da Costa intervient ensuite en apportant un regard central sur la place de l'entreprise dans cette dynamique. Selon lui, les acteurs économiques peuvent pleinement contribuer au bien commun à condition d'entrer dans une logique d'alliance plutôt que dans une logique d'opposition ou de concurrence. Il rappelle que « l'acteur économique, quand il comprend son territoire, peut devenir un puissant levier de transformation ». Il insiste sur la nécessité d'une évolution culturelle : les entreprises doivent accepter de partager leurs ressources, leur ingénierie et leur capacité d'innovation dans un cadre où l'intérêt collectif devient un moteur complémentaire de la performance économique.



ACTEURS ÉCONOMIQUES

La discussion est renforcée par l'intervention de Brigitte Pisa, qui met fortement l'accent sur la dimension humaine et relationnelle de la coopération. Pour elle, « la confiance est la première condition pour créer de la valeur en commun » (Pisa,). Elle explique que les acteurs économiques entrent rarement dans les dynamiques territoriales sans réassurance, et que la construction de confiance demande du temps, de la clarté et des rôles définis. Pisa souligne aussi que les entreprises ne peuvent pas être sollicitées uniquement comme financeurs : « Leur utilité va bien au-delà du chèque : elles apportent expertise, méthode et capacité à structurer l'action » (Pisa,). Sa perspective complète celle de Da Costa en montrant que la coopération ne se construit pas seulement par les structures, mais aussi par les postures.



RÔLE SOCIAL DES ACTEURS

La mise en perspective s'enrichit enfin de la voix de Jean-François Serres, qui rappelle que les acteurs économiques ont également un rôle social fondamental, notamment dans leur capacité à rompre les isolements et à contribuer à la cohésion sociale. Il souligne que « sans les entreprises, on ne pourra pas embarquer tout le monde dans les transitions » (Serres,). Cette affirmation élargit le débat : la place des entreprises n'est pas périphérique, elle est centrale dans les trajectoires d'impact. La discussion se conclut sur l'idée que créer de la valeur en commun nécessite d'articuler trois leviers simultanément : la vision stratégique (Heidsieck), la capacité d'action et d'innovation (Da Costa), et la qualité relationnelle et humaine des alliances (Pisa).

7 CONCLUSION DU PRÉSIDENT DE L'ADEME



SYLVAIN WASERMAN L'INTELLIGENCE COLLECTIVE

En conclusion du séminaire, Sylvain Waserman rappelle le rôle crucial des territoires dans la transition écologique. Il souligne que « la territorialisation est une condition de succès de la transition écologique », car les politiques descendantes, accords internationaux, directives européennes, stratégies nationales, doivent trouver leur concrétisation au niveau local. La réussite des transitions dépend donc de la capacité des territoires à s'approprier ces cadres et à les adapter à leur réalité.

Sylvain Waserman insiste également sur la spécificité du modèle de l'ADEME, articulant expertise nationale, prospective, financement de recherche appliquée et présence territoriale. Il explique que cette combinaison crée une « alchimie difficile mais... qui fait la force de l'ADEME ». Les équipes régionales jouent un rôle déterminant pour nourrir les réflexions nationales tout en accompagnant les acteurs locaux. Cette double présence permet d'inscrire les politiques publiques dans des dynamiques d'action concrètes.

Enfin, Waserman réaffirme l'importance de la collaboration inter-acteurs dans la réussite des transitions. Il souligne que l'intelligence collective, évoquée par les étudiants et les chercheurs tout au long du séminaire, est un ingrédient essentiel pour construire des transformations durables. La territorialisation n'est pas seulement une méthode, mais un état d'esprit fondé sur la coopération, la co-construction et le partage de connaissances. Sa conclusion inscrit ainsi pleinement les acteurs académiques dans les défis contemporains de la transition écologique.





INSTITUT POUR LA RECHERCHE DE LA
CAISSE DES DÉPÔTS - LE RAMEAU

CONTACT



01 53 66 99 70



info@lerameau.fr



<https://www.lerameau.fr>



LE BULLETIN DU SEMINAIRE

Le Bulletin du Séminaire est un magazine dédié à la mise en lumière du travail intellectuel et scientifique qui se construit au cœur des laboratoires et des centres de recherche.

Ce numéro propose la retranscription fidèle, claire et organisée du séminaire "Créer de la valeur en « Commun(s) »" quelles pratiques des acteurs académiques ? permettant au lecteur d'accéder aux idées, débats, méthodologies et avancées qui animent la communauté académique.

Pensé comme un pont entre chercheurs, étudiants et passionnés, Le Bulletin des Séminaires offre une porte d'entrée unique vers du contenu souvent confidentiel, en donnant à chacun la possibilité de suivre les discussions, les analyses et les découvertes telles qu'elles se sont déroulées.

Qu'il s'agisse de comprendre les enjeux d'un domaine, de découvrir de nouvelles pistes de réflexion ou de garder une trace durable des travaux présentés, ce magazine devient un outil essentiel pour quiconque souhaite rester au plus près de la recherche vivante.